Volume 18 Issue 26
Originally issued as E6

Global Journal of HUMAN-SOCIAL SCIENCE: E
Economics
Volume 18 Issue 6 Version 1.0 Year 2018
Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal
Publisher: Global Journals
Online ISSN: 2249-460x & Print ISSN: 0975-587X

Effet De La Gouvernance Sur L'efficacité De L'aide Publique Au Développement Dans La CEMAC

By Dsangue Tchana Christianne Laure, vangvaidi Albert, Dazoue Dongue Guy Paulin & Nembot Ndeffo Luc
Universite De Maroua-Cameroun

Resume- L'objet de ce travail est de vérifier l'impact de la gouvernance (indicateurs tels que la démocratie et la corruption) dans le lien existant entre l'aide publique au développement et la croissance économique dans les pays de la zone CEMAC. Ainsi, à partir de notre modèle de données de panel dynamique mettant en relation la croissance économique et les variables explicatives notamment l'aide publique au développement et nos deux indicateurs de gouvernance retenus, nous utilisons la méthode des Moments Généralisés (GMM) pour estimer notre modèle ; notre échantillon étant constitué des six pays de la zone CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, République de Centrafrique et Tchad) et notre période d'étude s'étend de 1996-2013. Les résultats obtenus indiquent la gouvernance n'a d'effet sur l'efficacité de l'aide publique au développement qu'à long terme.

Motscles: *aide publique au développement, gouvernance, croissance économique, cemac.*

GJHSS-E Classification: *FOR Code: 349999*



Strictly as per the compliance and regulations of:

© 2018. Dsangue Tchana Christianne Laure, vangvaidi Albert, Dazoue Dongue Guy Paulin & Nembot Ndeffo Luc. This is a research/review paper, distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-Noncommercial 3.0 Unported License http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/), permitting all non-commercial use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Effet De La Gouvernance Sur L'efficacité De L'aide Publique Au Développement Dans La CEMAC

Dsangue Tchana Christianne Laure [α], vangvaidi Albert[σ], Dazoue Dongue Guy Paulin[ρ] & Nembot Ndeffo Luc [ω]

Resume- **L'objet de ce travail est de vérifier l'impact de la gouvernance (indicateurs tels que la démocratie et la corruption) dans le lien existant entre l'aide publique au développement et la croissance économique dans les pays de la zone CEMAC. Ainsi, à partir de notre modèle de données de panel dynamique mettant en relation la croissance économique et les variables explicatives notamment l'aide publique au développement et nos deux indicateurs de gouvernance retenus, nous utilisons la méthode des Moments Généralisés (GMM) pour estimer notre modèle ; notre échantillon étant constitué des six pays de la zone CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, République de Centrafrique et Tchad) et notre période d'étude s'étend de 1996-2013. Les résultats obtenus indiquent la gouvernance n'a d'effet sur l'efficacité de l'aide publique au développement qu'à long terme. Il apparait donc urgent pour les dirigeants des pays receveurs de s'atteler à reformer la qualité de leur situation démocratique tout améliorant les mesures de lutte contre la corruption pour une utilisation efficiente de l'aide notamment l'investissement dans les domaines qui pourraient propulser les pays de la zone CEMAC vers un accroissement de leur croissance.**

Motsclés: aide publique au développement, gouvernance, croissance économique, cemac.

I. Contexte de L'etude

La relation APD – croissance économique dans les pays en développement a suffisamment alimenté de nombreux débats houleux chez les politiques, les économistes et même les spécialistes du développement. L'aide publique au développement est-elle source de croissance économique ? Pour les uns comme susmentionnés, les flux d'APD n'ont pas d'effets sur la croissance et peuvent même parfois l'endommager dans les pays bénéficiaires. Pour d'autres, les flux d'APD stimulent la croissance économique dans les pays bénéficiaires. Pour une dernière catégorie, les flux d'APD ont un impact positif sur la croissance économique mais cet impact positif est conditionné par l'existence de bonnes institutions, un bon environnement politique ainsi que bien d'autres éléments (Burnside et Dollar, 2000 ; Banque Mondiale, 1998 ; Easterly et al. 2004). Dans les pays pauvres bénéficiaires, la baisse de l'aide s'explique par le fait que son octroi est de plus en plus soumis à un nombre impressionnant de contraintes et d'exigences des bailleurs qui poussent les pays concernés à en réduire la demande. Il s'agit, notamment, des conditions de bonne gouvernance. L'aide n'est utile et efficace que dans les pays à faibles revenus qui pratiquent de bonnes politiques économiques et disposent d'institutions de qualité (Burnside et Dollar, 2000).

On voit donc les indicateurs de « gouvernance » apparaitre dans la nouvelle littérature des APD comme éléments conditionnant l'impact des flux d'APD sur la croissance économique. En effet, l'étude de Burnside et Dollar (1997) qui a constitué une réponse aux détracteurs de l'aide publique au développement démontre que l'efficacité de l'aide est conditionnée par l'amélioration de la gouvernance dans les pays bénéficiaires.

Pour certains, une bonne gouvernance démocratique permet une meilleure utilisation de l'APD qui permettra de maximiser sa productivité ; par ailleurs, la démocratie constitue chez les donateurs un critère de décision d'octroi de l'APD ; les donateurs seront susceptibles de donner plus d'APD aux pays avec de meilleures qualités démocratiques (Akramov, 2012). Pour Burnside et Dollar (2000), de bonnes politiques macroéconomiques constituent une condition fondamentale pour que l'APD booste la croissance ; ils ont trouvé que l'APD booste la croissance dans les pays avec de bonnes politiques et ont un impact négatif dans les pays avec de mauvaises politiques. L'une des caractéristiques de la bonne gouvernance (qui conditionne l'efficacité de l'aide) est que les institutions et les procédures mises en place combattent la corruption et les comportements déviants. En effet, la gouvernance est d'une importance cruciale pour la création d'un environnement commercial attractif et propice à l'investissement. Elle est, dès lors, vitale pour assurer le développement économique et, par conséquent, pour s'attaquer à la pauvreté. Par contre, la mauvaise gouvernance notamment la corruption est une réalité largement répandue dans l'ensemble des économies en développement tant au niveau du secteur public que du secteur privé (Akpo et Somakpo, 2006).

Author α: Etudiante à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion à l'Université de Dschang.
Author σ: Enseignant à la Faculté des Mines et Industries Petrolieres de l'Université de, B.P: 46 Maroua. e-mail: vangvaidi@yahoo.fr
Author ρ: Enseignant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion à l'Université de Maroua. e-mail: dazoue_guy@yahoo.fr
Author ω: Maitre de conférences à la Faculté des Sciences Economiques et de gestion à l'Université de Dschang B.P.:110 Dschang.

© 2018 Global Journals

En outre, depuis 1994, le climat politique en zone CEMAC se caractérise par des coups d'Etats ou des tentatives, des conflits internes et transfrontaliers, des mutineries à répétition, des élections sources de violences et de contestations, la situation des droits de l'homme sujette à controverses. Ce contexte ne favorise pas l'essor de la sous-région mais contribue à alimenter les craintes des investisseurs et de la communauté internationale.

L'objectif de ce travail est de déterminer l'incidence de la gouvernance sur la relation aide publique au développement et croissance économique en zone CEMAC.

II. Etats des Lieux de la Gouvernance en Zone CEMAC

a) Situation politique

De manière générale, la région Afrique centrale est caractérisée par une certaine fragilité politique qui se retrouve à différents niveaux. Au niveau national, la situation pour un certain nombre de pays de l'Afrique centrale nécessite encore des progrès en termes de stabilité et de bonne gouvernance. Cependant, une amélioration sensible peut être observée en termes de mise en place des structures démocratiques nationales, et certains progrès observés dans le domaine de la gouvernance politique (notamment au niveau électoral) sont encourageants. Les tensions politiques persistent néanmoins dans la région et trouvent généralement leur origine dans l'absence d'alternance politique, les faiblesses dans la protection des droits de l'homme, le manque de transparence dans la gestion des ressources, et la faiblesse et marginalisation de la société civile. La consolidation du système juridique dans le cadre de l'État de droit est un enjeu permanent dans la région. La faiblesse des médias, le peu dediffusion de la presse écrite et la liberté d'expression limitée des journalistes dans certains pays, nuisent aussi au développement de la démocratie dans la région. L'idée générale étant que, en détruisant les actifs physiques et humains et en détournant les dépenses publiques d'activités productives, l'instabilité politique déprime la croissance économique. Collier (1999) trouve qu'en moyenne une guerre civile fait perdre habituellement à un pays plus de 2% par an de son PIB par habitant par rapport à ce qu'il aurait réalisé sans la guerre. Pour la Banque Mondiale (2001), l'instabilité politique est l'un des facteurs internes qui explique le déclin de la croissance économique des pays africains depuis le début des années 1970.

Dans la plupart des tensions et conflits dans la région, il existe des interactions entre dimensions intérieures et extérieures au pays. L'impact des conflits aux portes de la région, surtout dans la zone des Grands Lacs et au Darfour, constitue un facteur d'instabilité. Si la situation s'est améliorée depuis la fin des années 1990, certaines crises persistent. La situation sécuritaire diffère selon les pays: le Tchad subit une crise intérieure et extérieure, alors que la RCA, en situation post-conflit, peine à éliminer les éléments perturbateurs issus des crises récentes. Le Congo est quant à lui dans une phase finale d'apaisement. Ce contexte.

Depuis la création de la CEMAC, le 16 mars 1994, les pays de l'institution ont connu chacun des fortunes diverses. Cela s'est traduit par des périodes de relative stabilité politique et/ou de croissance économique soutenue et un environnement social acceptable. Seulement la majeure partie du temps, les pays de la CEMAC se sont confrontés à des crises politiques et socioéconomiques conduisant à des conflits importants. Ce contexte a contribué à pérenniser la pauvreté au sein d'une frange considérable de la population de façon à la rendre vulnérable. Aujourd'hui encore, des poches de tensions existent un peu partout au sein de la zone CEMAC et les indicateurs socioéconomiques ne sont pas toujours rassurants. Plusieurs paramètres, aussi bien internes qu'externes, expliquent ce contexte. De même, pris séparément, les situations se traduisent différemment au Cameroun, au Congo, au Gabon, en Guinée équatoriale, en RCA et au Tchad. Les pays de la sous-région Afrique centrale sont réputés pour leurs climats politiques plutôt instables. Les membres de la CEMAC n'échappent pas à cette caractéristique et ce d'autant plus que la création de l'institution n'a pas véritablement modifié cette tare, à quelques rares exceptions près. Ce contexte ne favorise pas l'essor de la sous-région mais contribue à alimenter les craintes des investisseurs et de la communauté internationale.

De manière générale, depuis 1994, le climat politique en zone CEMAC se caractérise par des coups d'Etats ou des tentatives, des conflits internes et transfrontaliers, des élections sources de violences et de contestations, la situation des droits de l'homme sujette à controverses. Bien que n'ayant pas atteint la moyenne, la stabilité politique s'est améliorée passant de -1,5 en 2002 à environ -0,5 en 2013.

b) La démocratie

Dans la zone CEMAC, la démocratie devient de plus en plus une réalité affichée, même si sa pratique laisse parfois à désirer. La démocratisation a favorisé la liberté d'opinion, malgré l'inégale répartition du pouvoir entre le législatif, le judiciaire et l'exécutif qui détient généralement la réalité du pouvoir. Les politiques de libéralisation favorables à la privatisation, particulièrement dans les satellites de l'ancienne Union Soviétique (Congo) et dans certains pays conservateurs (Cameroun) sont de plus en plus prônées par les gouvernants. La politique économique est débattue actuellement au Parlement des pays de la CEMAC, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années. La démocratie crée un cadre légal qui protège le droit des

© 2018 Global Journals

investisseurs qu'ils soient nationaux ou étrangers. Mais la démocratie n'est pas signe de la réussite si les institutions viables ne sont pas introduites et si les pays manquent des capitaux pour construire des infrastructures nécessaires, ce qui est le cas de plusieurs pays africains, aux dires d'Addison (2003). De plus, la démocratisation n'est pas synonyme de la stabilité macro-économique. Nous relevons que de façon générale la situation démocratique de la zone CEMAC n'a cessé de se détériorer durant notre période d'étude.

c) La corruption

La corruption est l'un des phénomènes socioculturels observés dans la plupart des administrations publiques (police, impôts, santé, douane, transport, etc.), mais aussi privées des pays du continent. Aucun indicateur de gouvernance n'attire sans doute plus l'attention des médias que l'indice de perception de la corruption (IPC) publié tous les ans depuis 1995 par « Transparence internationale » (TI). Les investisseurs, les bailleurs de fonds, les analystes et les universitaires s'en servent également abondamment. L'indice de perception de la corruption (IPC) de TI définit la corruption comme l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel. Établi à partir de données recueillies par 13 institutions internationales – parmi lesquelles la Banque mondiale, les banques asiatique et africaine de développement ou encore le Forum économique mondial – cet indice est compris entre zéro pour un pays perçu comme «hautement corrompu» et 100 pour un pays considéré comme «très vertueux». La Banque mondiale produit deux séries d'indicateurs de gouvernance. La première est publiée tous les deux ans depuis 1996 par Daniel Kaufmann et ses collègues du WBI. La seconde est composée des évaluations des performances des politiques et des institutions des pays (Country Policy and Institutional Assessments, CPIA), réalisées tous les ans par le personnel de la Banque mondiale (ses équipes pays) pour évaluer la qualité des politiques et cadres institutionnels des pays emprunteurs afin de lutter contre la pauvreté, promouvoir une croissance durable et utiliser judicieusement l'aide au développement. La corruption a pris de l'ampleur dans la sous-région CEMAC avec la montée de la pauvreté et la clochardisation du personnel administratif à la suite de l'implémentation des Programmes d'Ajustement Structurels (PAS) et la dévaluation économique au milieu des années 1990. La corruption a eu pour conséquences, de réduire les ressources des Etats, d'amoindrir les revenus des populations et surtout, de nuire aux climats des affaires et donc, de la libre circulation des facteurs de production de richesses.

L'aide publique au développement est concernée de deux manières par la corruption. La première est que les modalités d'aide au développement sont souvent « vulnérables » à la corruption. La deuxième est liée à l'éventualité que le flux d'aide contribue à des niveaux élevés de corruption dans les pays bénéficiaires.

Ces dernières années, les chercheurs ont essayé de déterminer quelles étaient les modalités de l'aide les moins susceptibles de générer de la corruption. Les preuves ont manqué pour différencier les avantages de l'appui au budget par rapport à l'appui au projet en matière de lutte contre la corruption. En revanche, il a été démontré qu'il est préférable d'utiliser d'autres modalités que l'appui budgétaire dans les pays qui reçoivent le plus d'aide internationale alors qu'il existe déjà un niveau élevé de corruption. L'aide publique au développement peut également générer de la corruption dans les pays bénéficiaires en apportant des ressources susceptibles d'être accaparées. Pourtant, l'efficacité de l'aide dépend en grande partie de la qualité des politiques publiques et de la gouvernance autant du côté des agences bilatérales de développement que des pays bénéficiaires. En l'absence de bonne gouvernance, l'effectivité de l'aide décline en raison des déperditions de fonds au niveau des projets de développement ou des budgets nationaux et ce en raison des problèmes de corruption. La corruption peut intervenir à toutes les étapes de l'aide internationale, de la définition du projet jusqu'au processus d'appel d'offre, de la mise en œuvre jusqu'à l'audit du projet. La corruption peut être créée en passant contrat avec des entreprises inefficaces et incompétentes pour livraison de services à des coûts trop élevés et dans une mise en œuvre d'aide aux projets inappropriée et parcellaire. Le danger de la corruption dans l'aide publique au développement est évident : l'assistance est détournée de ses objectifs de départ par des politiciens corrompus et des agents publics et elle est dépensée pour fournir des plus grandes opportunités d'enrichissement personnel. Ce sont les populations pauvres, les plus vulnérables et les personnes privées du droit de vote qui souffrent.

Ce phénomène qui gangrène pratiquement toute l'Afrique, a plus d'ampleur en zone CEMAC, dont les pays membres partagent les dernières places du classement. L'Indice de Perception de la Corruption avec les pays en perpétuel conflictualité Comme en témoigne le Baromètre mondial de la corruption 2009 publié par Transparency International. Il ressort de l'analyse de la corruption qu'elle n'est pas le fait le plus souvent du secteur privé, quand il fonctionne librement, mais d'abord du secteur public, livré à toutes les tentations des hommes de l'Etat. Les fonds d'aide publique venus des pays riches sont systématiquement détournés. La lutte contre la corruption passerait donc en priorité par l'introduction de la bonne gouvernance (Sommo Pende, 2010).

« L'Indice de perception de la corruption 2014 montre que les abus de pouvoir des responsables

© 2018 Global Journals

politiques et des hauts fonctionnaires entravent la croissance économique et les efforts de lutte contre la corruption », affirme José Ugaz, président de Transparency International.

En général sur la période d'étude, la situation s'est dégradée avec un regain à partir de 2005 en raison des pressions internationales pour le contrôle et l'assainissement des finances publiques afin de pouvoir bénéficier de l'initiative PPTE.

De manière globale, il ressort de notre analyse que la période de 1996 à 2013 a été marquée par un variation considérable du PIB de la zone et des flux d'aide reçus dus entre autre à la mise sur pieds des OMD, l'atteinte du point d'achèvement, la crise des subprimes, la reprise de l'activité par la suite.

Du fait de la montée en puissance de la notion de gouvernance, on assiste à une multiplication des bases de données internationales censées fournir des indicateurs de mesures de ses différentes dimensions.

Nous livrons ci-dessous quelques indicateurs les plus utilisés de nos jours sur la gouvernance au niveau international (d'après Sudders et Nahem, 2004 cités par Razafindrakoto M. et Roubaud F., 2007 et repris par Feulefack, 2011).

- L'OCDE, à travers l'initiative "Metegora" relève 144 approches différentes de mesures de la gouvernance parmi lesquels, il s'appuit sur des indicateurs tels que l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Transparency international, le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) existant dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), et le "Worldwide GovernanceIndicator" (WGI) de la Banque Mondiale.
- La Commission Européenne élabore des "profils de gouvernance" depuis 2008, qu'elle utilise pour évaluer la qualité de la gouvernance des pays auxquels elle apporte un appui au développement.
- Au sein du NEPAD, l'évaluation de la gouvernance se fait par le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP).
- CPIA (Country Policy and InstitutionalAssessment) de la Banque mondiale a recours à une fiche d'évaluation "passe-partout" Controversée. L'Evaluation politique et des institutions nationales pour noter les gouvernements emprunteurs. Les notations de la CPIA sont préparées tous les ans et consistent en 20 critères (rassemblés en quatre groupes) liés à la performance de la politique et des institutions d'un gouvernement.
- ICRG (International Country Risk Guide) de PoliticalRisk Services Group depuis 1980 et connu sous la rubrique de risques politiques. Ces indicateurs représentent quatre mesures de qualité institutionnelle : l'efficacité gouvernementale ou la qualité de la bureaucratie, le niveau de la corruption, le rôle de la loi et la démocratie.
- IPC (Indice de Perception de la Corruption) de Transparency International qui, lancé pour la première fois en 1995, couvrait 102 pays et aujourd'hui, couvre 177 pays.

III. Revue de la Littérature

Afin d'estimer l'efficacité de l'aide en termes decroissance, Burnside et Dollar (1997) estiment une équationde croissance qui met en relation une variable d'aide et unterme d'aide en interaction avec un indicateur de politique économique. La qualité des politiques macro-économiques est déterminée par la maîtrise de l'inflation, l'équilibre budgétaire et la mise en œuvre d'une politique d'ouverture commerciale. L'interaction de l'aide publique au développement avec l'indice de politique économique permet d'étudier l'impact des politiques économiques sur l'efficacité de l'aide au développement en termes de croissance. Leurs résultats économétriques montrent un coefficient positif et statistiquement significatif au seuil de 1% du terme croisé de l'aide avec l'indicateur de politique économique. Burnside et Dollar (1997,2000) concluent que l'aide n'est efficace en termes de croissance que dans un environnement macroéconomique de bonne qualité. Dans ce cas, l'aide n'est efficace en termes de croissance uniquement dans les pays en développement qui présentent de bonnes politiques économiques. On peut alors dégager le principe de sélectivité des pays bénéficiaires et le principe de conditionnalité basée sur la qualité des politiques économiques.

Burnside et Dollar (2000) concluent que l'aide au développement favorise la croissance économique seulement dans les pays qui adoptent de bonnes politiques macroéconomiques.

Easterly, Levine et Roodman (2004) ont constaté que les résultats obtenus par Burnside et Dollar (2000) ne font pas l'objet des tests de robustesse. Ils reprennent le modèle de Burnside et Dollar (2000) pour un échantillon plus large. Leurs résultats d'estimation montrent que le terme d'interaction entre l'aide reçu et l'indice de politique économique est statistiquement non significatif au seuil de 1%. Ils concluent que l'efficacité de l'aide au développement en termes de croissance ne dépend pas de politiques économiques menées par les pays récipiendaires.

Selon Bauer (2000), l'aide constitue une ressource discrétionnaire qui peut être utilisée par l'exécutif à des fins de manipulation du processus électoral et d'accroissement des dépenses militaires. Une analyse récente de Djankov et al (2008), confirme cette hypothèse. Par ailleurs, les travaux de Rajan et Subramanian (2007) soutiennent que l'aide a un effet

© 2018 Global Journals

corrosif sur les institutions politiques de pays récipiendaires.

IV. Methodologie de L'etude

Nous travaillons sur un panel des six (6) pays de la CEMAC sur la période 1996-2013 (18 années) pour mesurer l'influence des deux indicateurs de la gouvernance sur la relation aide publique au développement–croissance économique. Empiriquement, il s'agit pour nous d'étudier deux relations économétriques suivant les deux indicateurs de gouvernance retenus. On s'appuie sur la revue de la littérature qui a trouvé plusieurs variables qui seraient des déterminants de la croissance économique. Dans ce chapitre, il sera donc question pour nous de présenter les modèles économétriques en panel dynamique étudié, les variables dudit modèle, la source des données, les tests appliqués (pré et post-estimation) et les méthodes d'estimations.

V. Spécification des Modèles Econométriques

Les données que nous utilisons sont de source secondaire et proviennent des bases officielles de la Banque Mondiale en ligne notamment les World DevelopmentsIndicators 2014 (WDI, 2014) ainsi que la base de Kaufmann pour la gouvernance.

a) Expression du modèle

A partir du modèle théorique de croissance endogène, le modèle empirique inspiré des des travaux de Burnside et Dollar (2000) sera formulé ainsi qu'il suit:

$$Croiss_{i,t} = \alpha_{i,t} + \alpha_1 Croiss_{i,t-1} + \alpha_2 APD_{i,t} + \alpha_3 Gov_{i,t} + \alpha_4 \left(APD*Gov\right)_{i,t} + \alpha_5 \left(APD^2*Gov\right)_{i,t} + \beta' X_{i,t} + \varepsilon_{i,t}$$

Où :

- $Croiss_{i,t}$ est le taux de croissance du PIB réel par tête du pays i à l'année t.
- $Croiss_{i,t-1}$ est le taux de croissance du PIB réel par tête du pays i à l'année t décalé d'une période
- $Gov_{i,t}$ est l'indicateur de gouvernance retenu pour le pays i en t
- $APD_{i,t}$ est le rapport entre les flux entrants d'aide publique au développement et le PIB
- $\left(APD*Gov\right)_{i,t}$ est la variable d'interaction entre l'APD en pourcentage du PIB et l'indicateur de gouvernance retenu à court terme ;
- (APD^2Gov) i,t est la variable d'interaction entre l'APD en pourcentage du PIB et l'indicateur de gouvernance retenu à long terme ;
- X est le vecteur constitué des autres variables identifiées par la littérature comme étant des déterminants de la croissance ; il s'agit notamment de l'investissement domestique, du taux d'ouverture, du capital humain du taux de croissance de la population, …

Les différentes variantes du modèle ci-dessus seront obtenues en remplaçant la variable gouvernance par l'indicateur retenu.

Lorsque l'indicateur de la gouvernance est le niveau de démocratie, on a :

$$Croiss_{i,t} = \alpha_{i,t} + \alpha_1 Croiss_{i,t-1} + \alpha_2 APD_{i,t} + \alpha_3 Demo_{i,t} + \alpha_4 \left(APD*Demo\right)_{i,t} + \alpha_5 \left(APD^2*Demo\right)_{i,t} + \beta' X_{i,t} + \varepsilon_{i,t}$$

Où $Demo_{i,t}$ est le niveau de démocratie dans le pays i en t.

Lorsque l'indicateur de la gouvernance retenu est le niveau de corruption, on a:

$$Croiss_{i,t} = \rho_0 + \rho_1 Croiss_{i,t-1} + \rho_2 APD_{i,t} + \rho_3 Corrup_{i,t} + \rho_4 \left(APD*Corrup\right)_{i,t} + \rho_5 \left(APD^2*Corrup\right)_{i,t} + \beta' X_{i,t} + \varepsilon_{5i,t}$$

Où

$Corrup_{i,t}$ est niveau de corruption dans le pays i ent

VI. Resultats et Interpretations

Il sera essentiellement question de faire une présentation des résultats des tests et estimations effectuées. Aussi, nous exposerons les méthodes utilisées aux fins d'évaluer la pertinence du modèle retenu, d'estimer les paramètres dudit modèle et d'examiner ceux-ci conformément aux attentes de l'étude (hypothèses de l'étude et signes attendus des variables), à la littérature existante et au contexte ambiant.

© 2018 Global Journals

a) Resultats Des Tests De Stationnarite d'Im, Pesaran Et Chin

Tableau 1: Résultat du test de stationnarité d'IPS

Variables	A niveau		En différence		Décision
	stats	Prob	stats	prob	
APD	-4,83***	0 ,000	-	-	I(0)
TX PIB	-3 ,71***	0,001	-	-	I(0)
IDE	-3,34***	0,004	-	-	I(0)
IDO	-2,62***	0,004	-	-	I(0)
DOE	-1,54*	0,062	-	-	I(0)
DVP Fi1	-2,76***	0,003	-	-	I(0)
DVP Fi2	-1,58*	0,057	-	-	I(0)
DEMO	-0,98	0,162	-3,29***	0,005	I(1)
CORR	-0,928	0,176	-4,606***	0,000	I(1)
APD^2	-5,37***	0,000	-	-	I(0)
APD* CORR	-4,92***	0,000	-	-	I(0)
APD* DEMO	-3,424***	0,003	-	-	I(0)
APD^2* CORR	-3,652***	0,000	-	-	I(0)
APD^2* DEMO	-4,374***	0,000	-	-	I(0)

*NB : *, **, *** représentent respectivement la stationnarité à 10%, 5% et 1%*

Il ressort du tableau ci-dessus que toutes nos variables sont stationnaires à niveau à l'exception des variables démocratie et corruption qui sont quant à elles stationnaires en différence première.

b) Analyse Descriptive Des Correlations Entre Les Variables

Tableau 2 : Tableau des corrélations entre les variables

	txpib	apd	ide	ido	doe	dvpfi1	dvpfi2	demo	corr	apdsq	apdcorr	apddemo	apdsqc~r
txpib	1.0000												
apd	-0.0557	1.0000											
ide	0.4372	-0.0363	1.0000										
ido	0.6311	-0.2920	0.7598	1.0000									
doe	0.6176	-0.3232	0.7161	0.9496	1.0000								
dvpfi1	-0.3768	0.1360	-0.1066	-0.3978	-0.3844	1.0000							
dvpfi2	-0.2402	-0.1747	-0.1906	-0.1868	-0.2647	0.5865	1.0000						
demo	-0.2766	0.1109	-0.3208	-0.4844	-0.4934	0.3756	0.3010	1.0000					
corr	-0.2349	0.0441	-0.2175	-0.3877	-0.3928	0.3380	0.4351	0.7681	1.0000				
apdsq	-0.0484	0.9175	-0.0306	-0.2095	-0.1976	0.1289	-0.1267	0.0878	0.0672	1.0000			
apdcorr	0.0358	-0.9772	0.0148	0.2662	0.2902	-0.1193	0.2326	-0.0686	0.0665	-0.8828	1.0000		
apddemo	0.0108	-0.9748	-0.0214	0.2292	0.2637	-0.0796	0.1796	0.0075	0.0120	-0.8865	0.9619	1.0000	
apdsqcorr	0.0467	-0.9123	0.0226	0.2055	0.1878	-0.1377	0.1556	-0.0810	-0.0200	-0.9895	0.9060	0.8828	1.0000
apdsqdemo	0.0355	-0.9137	0.0115	0.1934	0.1856	-0.1124	0.1167	-0.0469	-0.0574	-0.9917	0.8804	0.9094	0.9801

	apdsqd~o
apdsqdemo	1.0000

Il ressort de ce tableau de corrélation que la relation entre l'aide publique au développement et le taux de croissance du PIB est négative. La démocratie, la corruption, l'aide publique à long terme sont négativement corrélés au taux de croissance du PIB. Les variables d'interaction aide publique au développement-démocratie à court terme, aide publique au développement –corruption à court terme , aide publique au développement démocratie à long terme, aide publique au développement –corruption à long terme, sont positives. Ce qui suggère que l'APD en elle même n'a pas d'effet positif sur la croissance mais en fonction du contexte démocratique et institutionnel, cet effet peut être positif. Ceci met en lumière la non linéarité de la relation aide –croissance.

Pour avoir une idée plus précise et plus robuste de cette corrélation, nous avons mené un test de significativité des corrélations dont le résultat est le suivant:

© 2018 Global Journals

Tableau 3 : Test de significativité des corrélations

	txpib	apd	ide	ido	doe	dvpfi1	dvpfi2
txpib	1.0000						
apd	-0.0557	1.0000					
ide	0.4372*	-0.0363	1.0000				
ido	0.6311*	-0.2920*	0.7598*	1.0000			
doe	0.6176*	-0.3232*	0.7161*	0.9496*	1.0000		
dvpfi1	-0.3768*	0.1360	-0.1066	-0.3978*	-0.3844*	1.0000	
dvpfi2	-0.2402*	-0.1747*	-0.1906*	-0.1868*	-0.2647*	0.5865*	1.0000
demo	-0.2766*	0.1109	-0.3208*	-0.4844*	-0.4934*	0.3756*	0.3010*
corr	-0.2349*	0.0441	-0.2175*	-0.3877*	-0.3928*	0.3380*	0.4351*
apdsq	-0.0484	0.9175*	-0.0306	-0.2095*	-0.1976*	0.1289	-0.1267
apdcorr	0.0358	-0.9772*	0.0148	0.2662*	0.2902*	-0.1193	0.2326*
apddemo	0.0108	-0.9748*	-0.0214	0.2292*	0.2637*	-0.0796	0.1796*
apdsqcorr	0.0467	-0.9123*	0.0226	0.2055*	0.1878*	-0.1377	0.1556
apdsqdemo	0.0355	-0.9137*	0.0115	0.1934*	0.1856*	-0.1124	0.1167

	demo	corr	apdsq	apdcorr	apddemo	apdsqc~r	apdsqd~o
demo	1.0000						
corr	0.7681*	1.0000					
apdsq	0.0878	0.0672	1.0000				
apdcorr	-0.0686	0.0665	-0.8828*	1.0000			
apddemo	0.0075	0.0120	-0.8865*	0.9619*	1.0000		
apdsqcorr	-0.0810	-0.0200	-0.9895*	0.9060*	0.8828*	1.0000	
apdsqdemo	-0.0469	-0.0574	-0.9917*	0.8804*	0.9094*	0.9801*	1.0000

*NB : * traduit la significativité au seuil de 10%* Ce test de significativité des corrélations suggère qu'il n'y a pas de corrélation significative entre le taux de croissance du PIB et toutes les variables susmentionnées.

Conscients de ce que des corrélations mécaniques peuvent être construites entre les variables, nous avons utilisé une méthodologie économétrique bien plus robuste pour déterminer l'impact de l'APD sur la croissance dans un contexte de démocratie et dans un contexte de corruption.

VII. Resultats des Estimations

Notre premier objectif spécifique consistait à déterminer l'incidence de la démocratie dans la relation Aide Publique au Développement – Croissance économique dans la zone CEMAC. Avant de procéder à l'interprétation de nos variables, il convient d'évaluer la pertinence et la robustesse du modèle tout entier.

Tableau 4: Effet de la démocratie dans la relation APD-croissance

Variable dépendante : txpibpt (gouvernance = démocratie)		
Variables	Coefficients	T
txpib (-1)	-.00223 (.0337)	-0.07
Apd	-3.2472 (6.7955)	-0.48
Demo	5.9965 (4.8361)	1.24
Apdsq	.66306 (.54040)	1.23
Apddemo	-3.553 (5.600)	-0.63
apdsqdemo	.63035 (.28344)	1.37
Ide	.24681 (.16748)	1.47
Ido	.06503 (.1214)	0.54
Doe	.0181 (.0612)	0.30
dvpfi1	.94708*** (.34718)	-2.73
Cons	16.176 ** (7.6638)	2.11
Observations	90	
instruments	24	
Wald (Chi-deux)	2970.73	
Prob (Wald)	0.0000	
Stat Sargan	4.14382	
Prob (Sargan)	0.9896	
AR(2)	0.3554	

Source: estimations de l'auteur à partir de Stata 13

*NB : ** et *** représentent les significativités au seuil de 5% et 1% respectivement*

L'estimation dont les résultats sont contenus dans le tableau ci-dessus a été effectuée à partir d'un échantillon de 90 observations. La probabilité associée à la statistique de Wald (p=0,0000< 0,01) est inférieure au seuil de 1% ce qui suggère que le modèle est globalement significatif ; la statistique de Wald (Wald=2970,73) apporte la même information sur la significativité globale du modèle. Il ressort donc de ces deux indicateurs que le modèle est globalement significatif. Par ailleurs, le nombre d'instruments (24<90) est inférieur au nombre d'observations suggérant que notre régression est robuste. Notre estimation suggère à travers le test d'auto corrélation d'Arellano et Bond une absence d'auto corrélation de second ordre (p=0,35>0,05) et aussi à travers le test de sur-identification des instruments de Sargan que nos instruments sont valides car la probabilité associée à ce test est supérieure au seuil de significativité qui peut être de 1%, 5% ou 10% (p=0.98). Tous ces éléments nous conduisent à valider les résultats que ces estimations nous donnent.

Des dix (10) variables explicatives dont est constituée notre modèle (txpib (-1), apd, demo, apdsq, apddemo, apdsqdemo, ide, ido, doe, dvpfi1), une seule est significative (dvpfi1) alors que les neufs autres (txpib (-1), apd, demo, apdsq, apddemo, apdsqdemo, ide, ido, doe) ne le sont pas. Autrement dit, le taux de croissance en valeur retardé, l'aide publique au

© 2018 Global Journals

développement, la démocratie, l'aide publique au développement à long terme, l'aide publique au développement à court terme associée à la démocratie, l'aide publique au développement à long terme associée à la démocratie, l'investissement direct étranger, l'investissement domestique et le degré d'ouverture de l'économie n'ont pas d'effets statistiquement significatif sur la croissance économique dans la CEMAC. En revanche, le développement financier à un effet positif et significatif sur la croissance des pays de la CEMAC. Il ressort globalement de ces estimations que l'aide publique n'a pas d'effet significatif sur la croissance dans la CEMAC et que même le niveau de démocratie n'influence pas la capacité de l'APD à booster la croissance. Ces résultats sont compatibles à ceux des auteurs tels que Boone (1995), Paldam et Doucouliagos (2005) pour qui environ 75% des flux d'APD contribuent à l'augmentation des dépenses gouvernementales et non à l'accumulation du capital pour l'investissement ; il n'y a donc pas baisse d'impôt permise par l'allocation de l'aide et donc pas d'augmentation de la consommation des ménages et plus généralement pas d'augmentation de la production.

Ces résultats sont par ailleurs contradictoires à ceux de la Banque mondiale (1998), Lensink et White (2000) Dalgaard et Hansen (2001), avec des implications politiques. Pour eux, si l'aide est plus efficace dans un bon environnement macroéconomique, elle devrait cibler les pays pauvres ayant adopté une « bonne gouvernance».

Notre deuxième objectif spécifique consistait à déterminer le rôle de la corruption dans la relation Aide Publique au Développement – Croissance économique dans la zone CEMAC. Avant de procéder à l'interprétation de nos variables, il convient d'évaluer la pertinence et la robustesse du modèle tout entier.

Tableau 5: Effet de la corruption dans la relation APD-croissance

Variable dépendante : txpibpt (gouvernance = corruption)		
variables	coefficients	t
txpib (-1)	.1152*** (.0304)	3.79
apd	-6.9307 (4.4927)	-1.54
corr	16.417*** (4.3960)	3.73
apdsq	.6123* (.33053)	1.85
apdcorr	-7.354** (3.6027)	-2.04
apdsqcorr	.60099** (.28344)	2.12
ide	.02049 (.12563)	0.16
ido	.11305 (.09188)	1.23
doe	.0625 (.04116)	1.52
dvpfi1	.91134** (.3917)	-2.33
cons	22.9658** (8.8741)	2.59
Observations	90	
instruments	24	
Wald (Chi-deux)	1140.64	
Prob (Wald)	0.0000	
Stat Sargan	6.292774	
Prob (Sargan)	0.9348	
AR(2)	0.9395	

Source: estimations de l'auteur à partir de Stata 13
*NB : *, ** et *** représentent les significativités au seuil de 10%, 5% et 1% respectivement*

L'estimation dont les résultats sont contenus dans le tableau ci-dessus a été effectuée à partir d'un échantillon de 90 observations. La probabilité associée à la statistique de Wald (p=0,0000< 0,01) est inférieure au seuil de 1% ce qui suggère que le modèle est globalement significatif ; la statistique de Wald (Wald=1140,64) apporte la même information sur la significativité globale du modèle. Il ressort donc de ces deux indicateurs que le modèle est globalement significatif. Par ailleurs, le nombre d'instruments (24<90) est inférieur au nombre d'observations suggérant que notre régression est robuste. Notre estimation suggère à travers le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond une absence d'autocorrélation de second ordre (p=0,93>0,05) et aussi à travers le test de sur-identification des instruments de Sargan que nos instruments sont valides car la probabilité associée à ce test est supérieure au seuil de significativité qui peut être de 1%, 5% ou 10% (p=0.93). Tous ces éléments nous conduisent à valider les résultats que ces estimations nous donnent.

Des dix (10) variables explicatives dont est constituée notre modèle (txpib (-1), apd, corr, apdsq, apdcorr, apdsqcorr, ide, ido, doe, dvpfi1), six d'entre elles sont significatives (txpib (-1), corr, apdsq, apdcorr, apdsqcorr, dvpfi1) et quatre d'entre elles sont en revanche non significatives (apd, ide, ido, doe). Autrement dit, le taux de croissance en valeur retardée, l'aide publique au développement à long terme, la corruption, l'aide publique au développement à court terme associée à la corruption, l'aide publique au développement à long terme associée à la corruption, le développement financier ont un effet statistiquement significatif sur la croissance économique dans la CEMAC. En revanche, l'aide publique au développement (apd), l'investissement direct étranger (ide), le degré d'ouverture commerciale de l'économie (doe), l'investissement domestique (ido) n'ont pas d'effet significatif sur la croissance des pays de la CEMAC. L'examen de ces variables significatives prises individuellement suggèrent que : le taux de croissance

© 2018 Global Journals

retardé à un effet positif et significatif sur le taux de croissance courant ; en effet, une augmentation du taux de croissance de la période précédente de 1 point va entrainer une augmentation du taux de croissance de la période courante de 0,11 points. Ce coefficient ne vérifie pas l'hypothèse de convergence conditionnelle qui veut que le coefficient de la variable retardée soit négatif et significatif pour assurer l'effet de rattrapage.

La variable d'interaction entre l'APD à court terme et la corruption à un effet négatif et significatif sur la croissance ; en effet, une augmentation de l'aide de 1 point va entrainer une diminution de la croissance de 7,35 point. Ceci implique que dans un contexte de corruption avancé, l'APD sera un frein à la croissance économique car ces flux seront détournés à des fins individuelles et ne serviront pas la cause qu'ils sont supposés servir. La variable d'interaction entre l'APD à long terme et la corruption à un effet positif et significatif sur la croissance ; en effet, une augmentation de l'aide à long terme de 1 point va entrainer une augmentation de la croissance de 0,6 point. Ceci implique qu'à long terme, les stratégies de lutte contre la corruption auront atteints des résultats tels que les flux d'APD aient un impact positif sur la croissance. Ceci confirme les études menées par Lensink et White (2000), Dalgaard et Hansen (2001), ayant abouties à des implications politiques. En effet, pour eux, l'aide est plus efficace dans un bon environnement macroéconomique et institutionnel avec une bonne gouvernance.

Le développement financier a un effet positif et significatif sur la croissance économique dans la CEMAC ; en effet, une augmentation de l'APD de 1 point va entrainer une augmentation de la croissance de 0,9 points.

VIII. Conclusion

Il ressort globalement de ces estimations que l'aide publique n'a pas d'effet significatif sur la croissance dans la CEMAC mais que dans le contexte de corruption qui est le sien, il aurait un effet négatif sur la croissance. En revanche, à long terme, les efforts de lutte contre la corruption engagés par les Etats de la zone permettront que l'APD ait un effet positif et significatif sur la croissance dans ce contexte-là. Ces résultats sont conformes aux études menées par Burnside et Dollar (1997)pour selon lesquelles l'aide publique est efficace dans les économies qui pratiquent des politiques économiques saines.

Références Bibliographique

1. Adom D. A. (2012), "Investigating the impact of intra-regional trade and aid on per capita income in Africa: case study of the ECOWAS". *Department of Economics, Estern Illinois University, 600Lincoln Avenue, Charleston, IL 61920, USA.*
2. Ahmed V. et Abdul Wahad M. (2011), "Foreign assistance and economic growth: evidence from Pakistan 1972 - 2010".*MRPA No. 30344, posted 24. April 2011.*
3. Akpo et Somakpo (2006) « Gouvernance et efficacite des politiques de financement du developpement.
4. Akramov K.(2012), "Foreign aid allocation, Governance' and Economic Growth". *International Food Policy Research Institute. November 2012.*
5. Alesina, A. and D. Dollar (2000), "Who gives foreign aid to whom and why?," Journal of Economic Growth, vol. 5, p.33–63.
6. Amewoa A. K., (2008). *L'aide publique au développement permet–elle le développement en Afrique subsaharienne,* Limoges, presse universitaire.
7. Armah E. S. (2010), "Does political stability improve the aid-growth relationship? A panel evidence on selected sub- Saharan African countries". *African Review of Economics and Finance, Vol. 2, Dec 2010.*
8. Armah E. S. (2012), "Assessing marketing and aid strategies to stimulate economic growth in Sub Saharan Africa". *Doctor of Philosophy Thesis in Agricultural and Consummer Economics; University of Illinois, Urbana.*
9. Aubut J. (2004), "The good governance agenda: who wins and who loses. Some empirical evidence for 2001".*Development Destin Studies Institute; Working Paper Series; 2004.*
10. Banquemondiale (1998), *Assessing Aid: What Works, What Doesn't, and Why?* Oxford University Press, New York.
11. Bashir (2013) "*Foreign Assistance and Economic Growth in Nigeria: The Two-Gap Model Framework*" American International Journal of Contemporary Research, Vol. 3 No. 10;
12. Ben Saad (2012)."*Quelle efficacité de l'Aide Publique au Développement ? Le cas du GHANA*" Mémoire de Master 1
13. Biboh N. H. (2006), "Foreign aid, governance quality, and economic growth in developing countries". *Thesis for Master of Philosophy in Environmental and Development Economics*
14. Brautigam & Knack (2004) "Foreign Aid, Institutions, and Governance in Sub-Saharan Africa"
15. Bulír A. et Lane T (2002). "Aid and Fiscal Management". *IMF Working Paper*, WP/02/112. Washington, DC.
16. Bulír, A. et J. Hamann, 2003. "Aid Volatility: An Empirical Assessment", *IMF Staff Papers*, 50: 65-89.
17. Bulir, A. et J. Hamann, 2006. "Volatility of Development Aid: From the Frying Pan Into the Fire?" *IMF Working Paper*.WP/06/65. Washington, DC.
18. Bulír, A. et J. Hamann, 2001 . "How Volatile and Unpredictable are Aid Flows, and what are the

© 2018 Global Journals

Policy Implications?" *IMF Working Paper*, WP/01/167. Washington, DC.
19. Burnside C. et Dollar D., 2000. "Aid, Policies and Growth". *American Economic Review*, 90(4), 847-868.
20. Burnside, C., and D. Dollar (2004). "Aid, Policies, and Growth: Revisiting the Evidence." *Policy Research Working Paper Series 3251*, World Bank.
21. Burnside, C. et D. Dollar, (1997), "Aid, Policies, and Growth", *Policy Research Working Paper*, No. 1777, Washington DC: World Bank. Revised version published in American, Economic Review, September, 2000.
22. Boone, P. (1994), "*The impact of foreign aid on savings and growth*," Center for Economic
23. Performance Working Paper, n°677, London School of Economics.
24. Boone (1995),"*Politics and the effectiveness of foreign aid*" centre for economic performance discussion paper no. 272.
25. Clemens M. A., Radelet S. et R. Bhavnani, (2004). "Counting Chickens when They Hatch: The Short Term Effect of Aid on Growth," Working Paper No. 44, Centre for Global Development.
26. Collier., P., (1999), " On the Economic Consequences of Civil War", *Oxford Economic Papers* 51, 168-83.
27. Collier, P. et Dehn J., (2001). "Aid, Shocks and Growth", World Bank Working Paper No. 2688, Washington, D. C.
28. Dalgaard, C-J.et H. Hansen (2001), "On Aid Growth and Good Policies". *Journal of Development Studies* 37(6): 17-41.
29. Dalgaard C., Hansen H. and Tarp F., (2002) . "On the Empirics of Foreign Aid and Growth." CREDIT Research Paper 02/08. University of Nottingham, England.
30. Dalgaard, C. J., Hansen, H. and F. Tarp (2004), "On the empirics of foreign aid and growth," Economic Journal, vol.114, p.191–216.
31. Djankov, S., J. G. Montalvoet M. R., Querol (2008), "The Curse of Aid," *Journal of Economic Growth* 13: 169-194.
32. Dollar, D. et W. Easterly, 1999. "The Search for the Key: Aid, Investment and Policies in Africa". *Journal of African Economies*, 8(4), 546-77.
33. Doucouliagos, H. and M. Paldam (2009), "Conditional aid effectiveness: a meta-analysis," *Journal of International Development* 21(7): 1582-1601.
34. Easterly, W., R. Levine, and D. Roodman (2004). "Aid, Policies, and Growth: Comment" *American Economic Review* 94 (3): 774-780.
35. Easterly, W, and T. Pfutze(2008). "Where Does the Money Go? Best and Worst Practices in Foreign Aid" *The Journal of Economic Perspectives* 22 (2): 29-52
36. Easterly, W. (2006). *The White Man's Burden: Why the West's efforts to Aid the Rest have done so Little Good*. New York: The Penguin Press.
37. Easterly, W. (2003). "Can Aid Buy Growth?"*Journal of Economic Perspectives* 17 (3) 23-48.
38. Feulefack, K. L. (2011). « Effets des Investissements Directs Etrangers et de la Gouvernance sur la Croissance Economique au Cameroun » Thèse de Master of Science en Sciences Economique, Université de Dschang.
39. Fischer, S. (1993), "The Role of Macroeconomics Factors in Growth" *Journal of Monetary Economics* 32: 485-512.
40. Gemmell N. et McGillivray M., 1998. "Aid and Tax Instability and the Government Budget Constraint in Developing Countries", CREDIT Research Paper 98/1.l'Université de Nottingham, Angleterre.
41. Golden I., Rogers H. et Stern N. (2003), "The role and effectiveness of development assistance: Lessons from the World Bank Experience". *Department Economics Vice Presidency; World Bank.*
42. Gomanee K., Girmaet Morrissey O., (2002). "Aid and Growth in Sub-Saharan Africa: Accounting for Transmission Mechanisms", CREDIT Research Paper 02/05. l'Université de Nottingham, Angleterre.
43. Gomanee, K., Girma, S. and O. Morrisey (2005), "Aid and growth in Sub-Saharan Africa: accounting for transmission mechanisms," Journal of International Development, vol.17, no.8, p.1055–1075.
44. Guillaumont, P. et L. Chauvet, 2001. "Aid and Performance: A Reassessment". *Journal of Development Studies*, 37(6), 66-87.
45. Gupta S. Pattillo C. etWagh S., 2006. "Are Donor Countries Giving More or Less Aid? IMF Working Paper WP/06/1, Washington, DC.
46. Hansen H. et Tarp F., 2000. "Aid and Growth Regressions", CREDIT Research Paper 00/07.l'Université de Nottingham, Angleterre.
47. Hansen H.et Tarp F. 1999. "Aid Effectiveness Disputed", CREDIT Research Paper 99/10. l' Université de Nottingham, Angleterre.
48. Hansen, H. et Tarp F., 2000. "Aid Effectiveness Disputed", *Journal of International Development*, 12(3), 375-98.
49. Hansen, H. et Tarp F., 2001. "Aid and Growth Regressions", *Journal of Development Economics*, 64(2), 547-70.
50. Hatemi et Irandous (2005)," *Foreign aid and Economic Growth: new evidence from Panel cointegration" Journal of Economic Development, Volume 30, Number 1*
51. Kaufmann D., Kraay A. (2002), "Growth without governance". *World Bank Working Paper Series.*

© 2018 Global Journals

52. Kaufmann D., Kraay A. and Mastruzzi M. (2003), "Governance Matters III: Governance Indicators for 1996 - 2002". *Draft for Comment; The World Bank.*
53. Kaufmann D., Kraay A. and Zoido – Lobaton P. (1999), "Governance Matters".*Policy Research Working Paper; The World Bank. October 1999.*
54. Karras, G. (2006), "Foreign aid and long-run economic growth: Empirical evidence for a panel of developing countries," Journal of International Development, vol.18, no.7, p.15–28.
55. Levy, V. (1988), Aid and Growth in Sub-Saharan Africa: The Recent Experience. *European Economic Review* 32 (9):1777-95.
56. Lensink R. et H. White, (2000), "Assessing Aid: A Manifesto for Aid in the 21st Century?*", Oxford Development Studies* 28(1): 5-17.
57. McGillivray, M. et O. Morrissey, (2004), "A Review of Evidence on the Fiscal Effects of
58. Aid", *CREDIT Research paper*, n°01/13, University of Nottingham.
59. Mc Gillivray, M., Feeny, S., Hermes, N. and R. Lensink (2006), "Controversies over the impact
60. of development aid: it works; it doesn't; it can, but that depends," Journal of International Development, vol. 18, no.7, p.1031–1050.
61. Moyo, D. (2009), *Dead Aid: Why aid is not working and how there is a better way for Africa*, Farrar, New York.
62. Odedokun,M., 2003 . "Analysis of Deviations and Delays in Aid Disbursements", WIDER Discussion Paper No. 2003/26.
63. Papanek, G.F. (1973), "Aid, Foreign Private Investment, Savings, and Growth in Less
64. Developed Countries", *Journal of Political Economy* 81(1):120-30.
65. Rajan, R. et A. Subramanian (2007), "Does Aid Affect Governance?," *American Economic*
66. *Review* 97: 322-327.
67. Rajan and Subramanian (2008) "What does the Cross-Country Evidence Really Show" *The Review of Economics and Statistics*, November 2008, 90(4): 643–665
68. Rajan, R. et A. Subramanian (2007), "Does Aid Affect Governance?," *American Economic Review* 97: 322-327
69. Rajan, R. G. and A. Subramanian (2011)."Aid, Dutch disease, and Manufacturing Growth," *Journal of Development Economics*, 94 (1), 106-118.
70. Roodman, D. M. (2006) "How to Do xtabond2: An Introduction to Difference and System GMM in STATA" *Center for Global Development Working Paper Number* 103.
71. United Nations Development Programme, 2005.*Human Development Report 2005: International Cooperation at the Crossroads: Trade and Security in an Unequal World*. New York: PNUD.

© 2018 Global Journals